

Equateur

Pablo Ortiz-T

En Equateur, il existe 14 nationalités originaires ou indiennes¹, ce qui représente une population d'environ un million d'habitants. Suite à un processus de résistance particulièrement intense, les organisations indiennes parvinrent, en 1998, à faire modifier la Constitution de l'Equateur afin qu'elle reconnaisse le caractère "plurinational et multiéthnique" comme une caractéristique fondamentale de l'Etat. D'autre part, au cours de la même année (1998), et suite aux mobilisations du mouvement indien, l'instance législative (Congrès National) ratifie enfin l'accord 169 de la OIT. Une décennie s'est écoulée depuis la reconnaissance et la garantie par l'Etat d'un ensemble de droits aux peuples indiens. Néanmoins, ces droits, tout comme la reconnaissance de la diversité, ne sont toujours pas exigibles, en raison de l'absence de cadre légal secondaire en permettant la pleine jouissance.

La capacité de mobilisation de la Confédération de Nationalités Indiennes de l'Equateur (CONAIE) s'est affaiblie depuis les élections présidentielles fin 2006, à l'issue desquelles fut élu Rafael Correa Delgado, du mouvement "Alianza Pais"- ample coalition de mouvements sociaux-démocrates et de gauche. Cet affaiblissement est dû à deux facteurs principaux:

- premièrement, une alliance défectueuse proposée dans un premier temps par Correa et "Alianza Pais" au mouvement indien Pachakutik;

¹ Il s'agit des peuples shuar, achuar, shiwiar, siona, secoya, cofán, waodani, andoa, zápara y kichwas des provinces d'Orellana, Sucumbíos, Pastaza et Napo, dans la région amazonienne awa, epera, chachi, tsa'chila et migrants kichwa andins dans la région de la côte; et, dans la région andine, kichwas identifiés par les peuples: pasto, natabuela, karanki, otavalo, kayambi, kitu kara, panzaleo, salasaka, chibuleo, tomabela, kispincha, puruhae, waranka, cañari, saraguro y palta.

- deuxièmement, l'intensification du mécontentement dans plusieurs organisations de base de la CONAIE, qui choisirent d'appuyer Correa dans l'élection présidentielle, alors que d'autres organisations accordèrent la priorité au travail interne, comme le signale Delfin Tenesaca, président du Mouvement Indien de Chimborazo (MICH), une filiale de Ecuarunari.

Le gouvernement de Alianza Pais et les attentes populaires.

Au second tour des élections présidentielles d'octobre 2006, Rafael Correa triomphe avec presque 3 600 000 votes en sa faveur. Cette victoire constitue la troisième défaite consécutive du magnat de la banane, Alvaro Noboa, qui atteint alors 43,3% des suffrages. Le professeur d'université Alejandro Moreano affirma alors: *“c'est un triomphe historique, car cela ouvre la possibilité de construire un nouveau chemin vers la préservation de la souveraineté et vers l'intégration en Amérique Latine²”*.

Correa entame son mandat dans un scénario difficile: il hérite:

- de deux décennies de politiques d'ajustement structurel, et de leurs considérables impacts sur l'augmentation des inégalités dans le pays;
- d'un système politique et institutionnel fragilisé par la corruption et de la nécessité d'y apporter d'urgentes réformes;
- d'une économie vulnérable et dépendante des fluctuations du marché du pétrole et des produits agricoles destinés à l'exportation, comme la banane et les fleurs.

Correa a tracé plusieurs axes de travail qui tournent autour de la mise en place de politiques nationalistes et d'un plus grand rôle de l'Etat dans l'économie et dans l'exploitation des ressources naturelles. En ce qui concerne le pétrole, dans un contexte international d'augmentation drastique des prix du brut, la politique du gouvernement vise

² “Diálogo entre agencias de cooperación y movimiento indígena. Informe Nacional Ecuador”, Oxfam América/Hivos/Íbis/SNV, Quito, 2007.

l'obtention de plus grandes ressources pour l'Etat et, plus précisément, pour les politiques et programmes sociaux.

Dans cette optique, Rafael Correa émet un décret présidentiel qui établit que 99% des bénéficiaires extraordinaires des entreprises pétrolières opérant dans le pays reviennent à l'Etat, et 1% seulement aux entreprises. Le décret ne modifiant pas les contrats signés, quelques temps plus tard, le Gouvernement ouvre les négociations en cette matière: *“il n'y a aucune possibilité de négocier le 99/1, et notre appel aux entreprises concerne le changement de contrat de participation à celui de prestation de services. L'Etat ne va confisquer aucune vis à aucune entreprise. Les agissements de l'entreprise Oxy me semblent irresponsables: présenter l'Equateur comme un pays qui confisque.. alors que la seule action entreprise a été d'appliquer la loi”*³, déclara Galo Chiriboga, Ministre de l'Energie.

Parralèlement, le Gouvernement donne la priorité aux politiques sociales destinées aux secteurs les plus vulnérables (économies rurales et urbaines touchées de plein fouet par les impacts négatifs des politiques d'ajustement). Quelques unes des politiques mises en oeuvre ont été d'augmenter de 15% l'investissement social, de multiplier par deux le “Bon de Développement Humain”, destiné aux familles aux revenus économiques inférieurs et en situation d'extrême pauvreté, et d'augmenter de 100% le “Bon de Logement”, destiné aux mêmes secteurs.

A l'heure actuelle, l'économie équatorienne est la 8ème d'Amérique Latine après celles du Brésil, Mexique, Argentine, Chili, Colombie, Venezuela, et Pérou. Néanmoins, l'Equateur se distingue également pour être un des pays où la distribution de la richesse est une des plus injustes d'Amérique Latine. Le cinquième de la population la plus riche détient 54,3% de la richesse, et 91% des terres productives. Par contre, le cinquième de la population la plus pauvre n'a accès, et à peine, qu'à 4,2% de la richesse nationale, et n'est propriétaire que de 0,1% des terres. Autrement dit, s'il est clair que la gestion de Correa

³ Diario El Universo, 4 octobre 2007.

visent une certaine stabilité économique, il est indéniable que les bases de ce projet sont fragiles et qu'il faille une intervention forte de l'Etat.

Les initiatives gouvernementales, notamment l'augmentation des subventions (notamment celles destinées aux services sociaux élémentaires), un programme de crédits pour l'agriculture, les déclarations d'Etat d'urgence dans les secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi que la décision de retirer la base militaire états-unienne de Manta, et la non-participation au "Plan Colombie", se sont traduites par un appui majoritaire au gouvernement et à sa politique. En décembre 2007, la popularité du président Correa atteignait les 75% en moyenne, dans l'ensemble du pays⁴. Autre axe de l'action gouvernementale: la réforme politique de l'Etat, à travers la convocation à une consultation populaire pour l'installation et le fonctionnement d'une Assemblée Constituante.

Le défi consiste dans la refonte du modèle de développement, jusqu'alors basé sur des conceptions proches du néo-libéralisme, dont les résultats méritent de profondes remises en cause partout dans la région. C'est dans cette perspective que l'Assemblée Constituante apparaît, depuis le mois de novembre 2007, comme un moyen de faciliter la réorganisation juridique et institutionnelle de l'Etat, tant réclamée par la majorité de la population.

Cependant, les relations entre le gouvernement de Correa, l'Assemblée Constituante –où le bloc officialiste détient une majorité de 80%– et les organisations sociales sont traversées par la peur face à l'incertitude. Ceci vaut pour les secteurs défavorisés, habitués au scepticisme quant à leurs horizons de possibilités, et pour les secteurs favorisés, qui se voient dans l'obligation d'affronter un horizon différent à la confusion qui caractérisait jusque-là "*un état des choses dans lequel certains prospèrent plus que d'autres; et certains au détriment d'autres*" comme le dirait l'écrivain Javier Ponce.

Dans ce contexte, les organisations indiennes, à la tête desquelles se trouve la CONAIE, semblent à la fois absorbées dans une dynamique

⁴ Revista Vanguardia, 115, 17 décembre 2007, p.66.

de restructuration interne et plongées dans un moment d'intense conflictualité régionale que génère l'expansion de projets d'extraction de ressources naturelles, a fortiori dans l'Amazonie.

Conflits, droits de l'homme, et espoirs frustrés.

Une des déclarations du gouvernement de Correa a surpris les organisations indiennes du pays : la proposition de maintenir dans le sous-sol le pétrole du plus grand champ pétrolier du pays, en échange d'une compensation monétaire s'élevant à 350 millions de dollars annuels. Il s'agit de l'initiative « Yasuní ITT », patronnée par certains groupes écologistes : c'est au cœur de la plus importante des aires protégées du pays, le Parque National Yasuní, et de l'espace territorial ancestral de la nationalité Waorani, que se trouve ce champ pétrolier.

Rappelons que l'Etat, à travers l'entreprise étatique Petroecuador, a donné l'impulsion au projet « Tiputini » de 1983 à 2004, année au cours de laquelle le programme d'exploration évaluait la capacité de production à un total de 947 millions de barrils de brut. L'exploitation de ces puits s'étendrait durant 25 ans, et le programme comprend, à titre optionnel, la construction d'une raffinerie et l'installation d'une unité d'amélioration du pétrole brut et de génération thermoélectrique⁵.

Selon la membre de l'Assemblée Constituante de Alianza Pais, Mónica Chuji, « *l'initiative gouvernementale ne peut être comprise ni traitée de manière isolée, comme s'il s'agissait d'un cas unique, car elle court le péril de créer certains malentendus et divergences, surtout en connaissant la réalité de l'Amazonie Equatorienne, en ce qui concerne les droits des peuples et nationalités* ».

Cette affirmation fait écho à la déclaration de la Confédération des Nationalités Indiennes de l'Amazonie Equatorienne (CONFENIAE), à travers la voix de son président, Domingo Ankuash, qui a exprimé sa

⁵ Cf. Petroecuador, Estudio de Impacto Ambiental, Perforación Avanzada, Pozos 3 y 4. proyecto ITT, Quito.

réserve quant à l'initiative gouvernementale, « *si (celle-ci) n'est pas envisagée comme partie d'une politique plus intégrale et de plus grande ampleur qui cherche la protection et la défense des territoires, surtout Waorani, où résident les nations Shuar, Achuar, Shiwiar, Kichwa, Andoas, et Zápara, qui contrôlent encore un territoire de plus de 4 millions et demi d'hectares, avec 90% de forêt primaire*⁶ ». La CONFENIAE craint que, dans l'éventualité où l'Etat cesse de percevoir les 350 millions de dollars annuels, les autorités en fassent un prétexte parfait pour justifier les concessions de 12 blocs pétroliers qui affecteraient plus de 2,5 millions d'hectares.

Mais si l'annonce de l'initiative « Yasuní ITT » a suscité l'adhésion attendue, tout au long de l'année, les communautés indiennes se sont vues réprimées en raison de leur résistance ou opposition à plusieurs projets d'extraction au sein de leurs territoires. Au mois de juin, de fortes protestations eurent lieu dans l'Amazonie centrale, contre les activités des entreprises transnationales Petrochina et Petrobrás.

Mais l'incident le plus frappant se déroula à la fin du mois de novembre 2007 dans la localité de Dayuma, dans la province d'Orrellana au centre-nord de l'Amazonie, province située au cœur du théâtre des opérations pétrolières. Face au refus du gouvernement et de l'entreprise étatique Petroecuador de participer aux réunions proposées par les communautés locales, ces dernières organisèrent la fermeture des principales voies d'accès afin d'obtenir le respect des engagements pris par l'entreprise : la construction d'une route et l'assainissement de l'environnement, en particulier, des lieux pollués. Selon des portes parole officiels, les manifestants avaient menacé d'empêcher la production pétrolière. Au lieu d'ouvrir le dialogue, le gouvernement déclare l'état d'urgence, ordonne la suspension de plusieurs droits garantis par la Constitution, renforce la présence militaire dans la zone, et déclare l'entrée en vigueur de la Loi de Sûreté Nationale, qui met les civils sous loi militaire.

Peut-être peut-on avancer que les faits de Dayuma n'ont fait que réaffirmer une constante dans la conflictualité de la région : dans l'Amazonie, et dans d'autres régions périphériques du pays,

⁶ Carta al presidente Rafael Correa, julio 31 de 2007

l'augmentation des prix du pétrole et les annonces prometteuses de plus grandes ressources encore, ne font que renforcer les espoirs et les frustrations.

De plus, le cas du conflit et de la répression à Dayuma a dévoilé les relations entre le gouvernement et l'Assemblée Constituante; en effet, cette dernière a relégué les plaintes pour violation des droits de l'homme, nommé une Commission d'enquête et s'est abstenue d'approuver une condamnation contre l'Etat. Le "cas Dayuma" a révélé aussi que les réformes dans ce pays, et, particulièrement, celles que lancent le gouvernement de Correa, se dérouleront dans le conflit social et politique⁷.

D'autre part, en janvier 2007, dans la zone de Pastaza, plusieurs communautés Kichwa de Villano occupèrent les installations de l'entreprise pétrolière Agip Oil, concessionnaire du bloc 10. Dans la communauté Kichwa voisine, la communauté de Sarayacu, les actions d'intimidation et de harcèlement contre les leaders sociaux exercées par les proches de l'entreprise pétrolière argentine la Compañía General de Combustibles (CGC) ont été permanentes. La liste de violations des droits de l'homme dans cette zone est longue, et une enquête a été ouverte à la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH). Selon le président de Sarayaku, Dionisio Machoa, "l'Etat ignore jusqu'à l'heure actuelle, les mesures préventives prescrites par la Commission en mai 2003 tout comme les mesures provisoires de la Cour Interaméricaine de Droits de l'Homme de juillet 2004, et n'a pas, non plus, respecté son engagement, de l'année dernière, de mettre un terme au contrat avec la CGC; nous sommes toujours dans l'attente de l'évacuation des "pentolitas" (explosifs pour l'exploration pétrolière) laissées par l'entreprise"⁸. 430 kilos d'explosifs puissants sont en effet enterrés dans le territoire de Sarayaku, dispersés en 640 points, dans l'espace qu'occupe le bloc pétrolier 23, au centre de l'Amazonie équatorienne.

⁷ "La FIDH condena la ola de represión en Orellana", Federation Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), décembre 3 de 2007.

⁸ Entretien personnel (Entrevista personal), Puyo, 28 octobre 2007

A ces conflits, déjà connus, il faut ajouter ceux qui découlent de l'activité minière dans la région (particulièrement d'or et de cuivre), et qui engagent plusieurs communautés Shuar dans la cordillère du Condor, zones colonisées et aires écologiques et culturelles fragiles. A Morona Santiago, les compagnies minières Current Resources (Ecuacorriente, d'origine canadienne) et David Lowell (Etats Unis), ont découvert d'importants gisements polymétalliques de cuivre et d'or; face à l'opposition des communautés, elles eurent recours à des mesures d'intimidation et de persécution à l'encontre des dirigeants communautaires. Le député, à cette époque, du mouvement Pachakutik, Salvador Quishpe, déclare que "les illégalités juridiques dont profitent les entreprises minières comme Ecuacorriente, en complicité avec les autorités, provoquent la persécution et le harcèlement des peuples indiens et des communautés paysannes dans cette région"⁹.

De même manière, à Intag, province d'Imbabura, dans la Sierra Nord, l'entreprise minière canadienne Ascendant Cooper est accusée d'avoir commis une série de violations des droits de l'homme, quand des groupes armés, employés par l'entreprise, ont agressé et persécuté avec des armes à feu et des gazs les organisations paysannes et les autorités locales.¹⁰

Ces cas ne sont que la pointe d'un iceberg qui n'a cessé de s'étendre dans plusieurs parties du pays, incluant des communautés indiennes, dans des espaces dont l'Etat a fait concession à plusieurs entreprises minières. A Morona Santiago et Zamora Chinchipe, dans les villages de Gualaquiza, El Bangui, et Yantzantza une escalade de violence et de répression, avec la participation de membres de l'Armée, a eu lieu vers le milieu de l'année¹¹. "Ecuacorriente, Lowell, Mineral Exploration, Ascendant Cooper et Iam Gold Ecuador, prétendent qu'ils n'ont pas de conflit, mais l'affrontement entre communautés en

⁹ Cf Diaro La Hora, 17 février 2007.

¹⁰ Cf. Observatorio de Conflictos Mineros de América Latina.

¹¹ Communiqué collectif en réaction à la violation des droits de l'homme commise par les entreprises minières Ascendant Cooper et Current Resources, par la Comisión Ecuánica de Derechos Humanos (CEDHU), la Coordinadora Zonal de Junatas Parroquiales de Intag, la Coordinadora Campesina popular de Morona Santiago, Quito, 15 décembre 2006.

raison de l'activité minière s'accroît¹². Dans ce contexte, le ministère de l'énergie a convoqué au mois d'avril un "Dialogue National de l'Industrie Minière", sans résultats positifs ni engagements importants, mise à part la présentation d'un Plan National de l'Industrie Minière Artisanale¹³.

Ces conflits et la manière de les affronter révèlent l'incapacité de l'Etat de gérer la conflictualité de manière adéquate et respectueuse des droits de l'homme. Cette délégation de fonctions à des entités privées, comme les entreprises pétrolières ou minières, les missions religieuses, et les ONG, est une constante; ce qui entâche de manière considérable la légitimité des interventions et la durabilité des accords.

Assemblée Constituante, droits collectifs, et nouveaux espoirs.

A l'intérieur des organisations indiennes, et, en particulier, de la CONAIE, il existe un mouvement d'autocritique par rapport à la gestion de l'organisation; ce mouvement provient de certains courants de base, en particulier amazoniens et littoraux¹⁴.

Au cours des dernières années, l'éloignement de la direction par rapport aux organisations de base, ainsi qu'un processus de cooptation du mouvement mis en place par l'Etat, à travers, notamment, la création d'outils étatiques comme le Conseil National de Développement des Peuples (Consejo Nacional de Desarrollo de los Pueblos-CODENPE), dépendant de la Présidence de la République, ont eu de fortes conséquences quant à la légitimité du système politique et de l'organisation indienne elle-même. Les perspectives critiques, à la tête desquelles se trouvent les dirigeants de Sarayaku, Pastaza, symbolisent l'appel fait aux élites indiennes face aux manquements de l'Etat, mais aussi, face au peu d'efficacité de l'organisation au moment de défendre les droits territoriaux.

¹² Diario EL Comercio, "Los conflictos llegan a cuatro mineras, p 10 A, Quito, 15 novembre 2006.

¹³ Cf Diario El Mercurio, Cuenca, 5 avril 2007.

¹⁴ La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador a trois filiales: Ecuarunari (andine), CONAISE (littorale) et la CONFENIAE (qui regroupe les organisations amazoniennes).

Tout au long de 2007, aussi bien les bases de la Ecuarunari que celles de la CONFENIAE ont, chacune, lancé un processus de débat interne, pour articuler une proposition de constitution à l'Assemblée Constituante¹⁵. Les propositions des organisations regroupées au sein de la CONAIE tournent autour de cinq axes fondamentaux qui s'inscrivent dans le cadre de la proposition d'Etat unitaire et plurinational. Domingo Ankuash, président de la CONFENIAE, explique à ce sujet: *“nous voulons, premièrement, la construction d'un Etat plurinational, qui détruit, pour toujours, les ombres coloniales et monoculturelles qui l'ont accompagné depuis presque 200 ans. Ensuite, nous proposons la nationalisation et la non-privatisation de la biodiversité et des ressources naturelles: l'Etat doit récupérer son rôle- qu'il ne peut déléguer- dans la gestion des secteurs stratégiques et sa souveraineté imprescriptible dans l'économie et la gestion des ressources naturelles”*. Il ajoute: *“en troisième lieu, nous proposons la reconnaissance de diverses formes de démocratie et de participation politique, et déclarons que les principaux services sociaux ne peuvent être considérés comme des marchandises, et que l'accès à ces services doit être reconnu comme un droit de l'homme. Enfin, nous souhaitons la construction d'un nouvel Etat, d'un modèle économique et social solidaire, écologique, équitable, souverain, plannifié, et incluant.”*¹⁶

La perspective du mouvement indigène équatorien dans le futur proche va dépendre des réponses globales du gouvernement de Correa à différentes problématiques- certaines, critiques- comme la politique d'extraction des gisements miniers et pétroliers, qui concernent des territoires partout dans le pays, en particulier dans le Sud de la Sierra, et dans l'ensemble de l'Amazonie. Cette problématique semble être la pierre d'achoppement du futur immédiat, car les signaux que le gouvernement donne jusqu'alors, et étant donné l'orientation de son

¹⁵ Au moment où se rédige cet article, il existe un document “Propuesta de la CONAIE frente a la Asamblea Constituyente. Principios, lineamientos para la nueva Constitución del Ecuador. Por un Estado plurinacional, unitario, soberano, incluyente, equitativo y laico” (Proposition de la Conaie à l'Assemblée Constituante. Principes, axes d'action pour la nouvelle Constitution de l'Equateur. Pour un Etat pluri-national, unitaire, souverain, incluant, équitable, et laïc”), CONAIE, Quito, décembre 2007.

¹⁶ Intervention au Congrès de la CONFENIAE, Unión Base, 18 janvier 2008.

modèle économique, montrent que la priorité est donnée au modèle d'extraction.

***Pablo Ortiz-T** est chercheur et professeur d'université à l'Universidad Andina "Simón Bolívar", au sein de l'aire des "études sociales et globales". Il a effectué un Master en science politique et un doctorat en études culturelles. Il collabore de manière permanente avec les organisations indiennes d'Amazonie (centre) sur les thèmes de planification et gestion du territoire; il a publié plusieurs articles et textes sur la thématique des processus d'organisation et les conflits qui découlent des politiques d'extraction.*

Contact et information: mushukster@gmail.com

Traduction en français : Anne-Lise Naizot, étudiante-chercheuse, IEP Paris, Flacso (Etudes socio-environnementales), Quito.